

La situation économique dicte l'immigration

Depuis la crise économique de 2009, l'immigration provenant de l'UE/AELE a changé de composition. On le constate aussi sur le marché de l'emploi. *Sarah Bouchiba-Schaer, Bernhard Weber*

Abrégé L'accord entre la Suisse et l'UE sur la libre circulation des personnes (ALCP) est en vigueur depuis 2002. Depuis lors, le nombre de ressortissants de l'UE/AELE migrant vers la Suisse a augmenté. La composition des arrivants s'est aussi modifiée. Pendant la période d'essor précédant la crise économique et financière, l'immigration cadrait étroitement avec la demande des entreprises établies en Suisse. Même après 2009, alors que la situation macroéconomique européenne était difficile, elle continuait d'être guidée par le marché de l'emploi. Certains signes, aujourd'hui, indiquent que l'immigration récente présente des qualités légèrement en retrait par rapport aux besoins des entreprises. Ainsi, les salaires des personnes arrivées en Suisse entre 2010 et 2015 sont en moyenne inférieurs à ceux des immigrants des années 2006–2010. Leur taux de chômage est également un peu plus élevé. Cela indique que l'offre de main-d'œuvre s'accorde moins bien à la demande. À la suite de la récente appréciation du franc suisse en 2015, l'immigration en Suisse a légèrement décliné, tout en restant élevée sur le long terme.

L'accord entre la Suisse et l'Union européenne sur la libre circulation des personnes (ALCP) est entré en vigueur en 2002. Depuis cette date, l'économie des deux partenaires a évolué de manière très différente et a parfois subi des phases de turbulence. Après un ralentissement conjoncturel passager, les six premières années de l'ALCP ont été marquées par une vigoureuse reprise mondiale. La grande crise économique et financière a mis brutalement fin à cette expansion au début de 2009.

Les années suivantes, l'évolution économique de l'Europe s'est déroulée sous le signe de la crise de l'euro. Elle a été marquée par une croissance globalement faible et fortement inégale d'une région à l'autre. À ce contexte extérieur difficile s'est ajoutée à partir de 2011 la forte appréciation du franc par rapport à l'euro, qui n'a fait qu'aggraver le climat des affaires en Suisse.

Un appui pendant la crise

En comparaison internationale, la Suisse a connu depuis 2002 une très forte immigration en provenance de l'UE et de l'AELE. La croissance économique a été largement florissante au début de cette période et même supérieure à la moyenne du continent: c'est ce facteur qui a déclenché l'immigration. À partir de 2009, la situation s'est détériorée suite à la crise économique et financière, ce qui a principalement tou-

ché l'industrie exportatrice. L'immigration, toujours forte, a permis de soutenir la conjoncture, par le biais de la consommation. Elle devenait ainsi un moteur essentiel de la croissance suisse.

En chiffres réels, le produit intérieur brut (PIB) suisse a crû fortement, soit de 1,8 % par an, entre 2002 et 2015. Pendant la même période, le PIB allemand n'augmentait que de 1,1 % et celui de l'UE15 de 1,0 %. Le PIB par habitant progressait aussi fortement en Suisse (0,8 % en moyenne par an) contre 0,6 % dans l'UE. Sa hausse restait, toutefois, inférieure à la moyenne allemande (1,1 %). Cette différence remonte

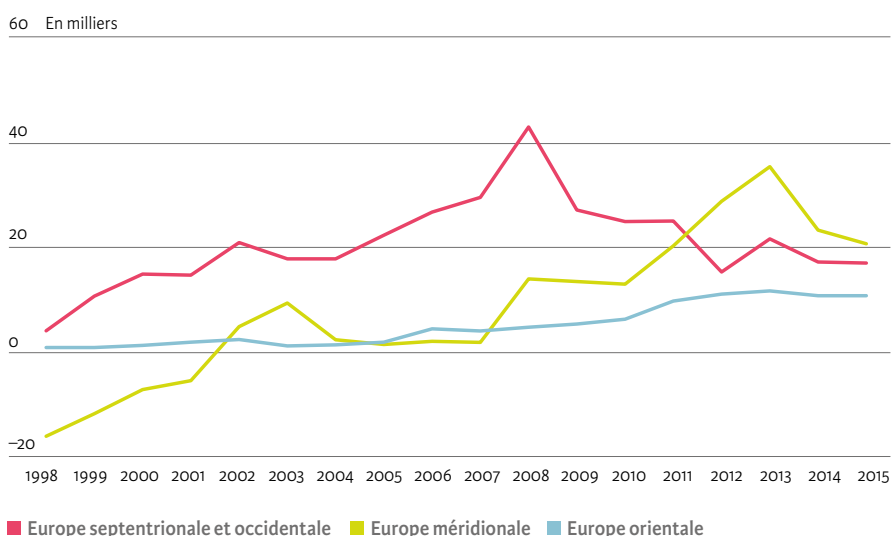
aux années 2009–2015. Alors que l'économie allemande gagnait en compétitivité dans le sillage de la crise de l'euro et de sa nette dépréciation, les entreprises suisses étaient freinées par la forte appréciation du franc. Le ralentissement de la croissance à partir de 2009 et l'augmentation toujours rapide de la population (plus de 1 %) ont abouti à affaiblir la progression du PIB par habitant, laquelle ne dépasse que légèrement le zéro.

Augmentation de l'emploi dans les secteurs intérieurs

La différence des conditions macroéconomiques avant et après la grande crise de 2009 a nettement affecté la structure de la demande suisse en main-d'œuvre. Dans les années précédant la crise, pratiquement tous les secteurs affichaient un fort développement. C'était notamment le cas de l'industrie manufacturière, de la construction et de l'hôtellerie-restauration, ainsi que de divers services du secteur privé.

Après la crise économique et la hausse du franc, l'emploi s'est surtout accru dans les entreprises liées au marché intérieur et les services paraétatiques comme le

Solde migratoire de la population résidente étrangère en Suisse originaire de l'UE27/AELE par nationalité, 1998–2015



système de santé, les affaires sociales ou l'éducation. L'emploi, en revanche, a vu sa croissance fortement diminuer dans l'industrie, le commerce de détail ou l'hôtellerie-restauration, quand il n'a pas décliné¹. On peut, dès lors, se demander comment l'immigration de main-d'œuvre a évolué au fil du temps et dans quelle mesure elle a suivi l'évolution de la demande.

Les Européens du Sud et de l'Est remplacent ceux du Nord

À examiner la composition de l'immigration en Suisse, on remarque surtout des changements dans les pays d'origine membres de l'UE. Les années 2002–2008 étaient encore empreintes d'une forte immigration provenant d'Europe occidentale et septentrionale – surtout d'Allemagne. Après la crise économique, l'Europe méridionale et orientale prend davantage d'importance. On reconnaît cette évolution aux différentes vagues d'immigration figurant dans l'illustration.

L'importance croissante de l'Europe orientale vient du fait que la libre circulation y a été introduite progressivement à partir de 2006. En revanche, le déplacement de l'immigration vers le sud de l'Europe doit plutôt être considéré comme un reflet de la crise de l'euro et des conditions économiques difficiles régnant dans ces pays. À partir de 2010, en effet, l'Allemagne est parvenue à se relever rapidement de la crise économique et son taux de chômage a été en constante diminution. Les États d'Europe méridionale ont, par contre, souffert d'un chômage élevé et parfois en forte augmentation, particulièrement parmi les jeunes prêts à émigrer. S'il est donc devenu généralement plus difficile de recruter de la main-d'œuvre spécialisée en Allemagne, la volonté des Européens du Sud de chercher du travail à l'étranger ou d'accepter une offre en ce domaine devrait avoir augmenté.

Haute qualification persistante des immigrants

L'évolution de la composition de l'immigration et de son importance pour le marché de l'emploi apparaît clairement en étudiant les deux cohortes d'immigrants de 2006–2010 et 2011–2015. Ces dernières figurent les pics de l'immigration originaire respectivement d'Europe occidentale et septen-



La Suisse attire les Européens du Sud. Travailleurs portugais dans le Seeland.

trionale (2008) et d'Europe méridionale et orientale (2013).

Dans les analyses qui suivent, nous avons examiné de plus près, sur la base de l'*Enquête suisse sur la population active* (Espa 2010 et 2015), les personnes arrivées en Suisse d'un État de l'UE ou de l'AELE cinq ans avant l'enquête. Comme le montre le *tableau*, 71 % des ressortissants de l'UE/AELE entrés en Suisse pendant la période 2006–2010 étaient originaires d'Europe occidentale et septentrionale. De 2011 à 2015, ce groupe ne constituait plus que 50 % des entrées. Inversement, les immigrants originaires d'Europe méridionale et orientale ont pris de l'importance.

Les mouvements entre régions d'origine n'ont eu qu'un moindre effet sur le niveau moyen de formation. Ainsi, le taux de personnes sans formation post-obligatoire – autrement dit non qualifiées – n'est passé que de 14 à 17 %. En même temps, le pourcentage de personnes à formation tertiaire (54 %) a légèrement augmenté (de deux points).

Différences de succès sur le marché du travail

Si l'on regarde les indicateurs du marché de l'emploi concernant ces deux volées d'immigrants, le constat est ambigu. D'un côté, le taux d'activité est passé de 86 à 88 %, ce qui montre bien que la cohorte la plus récente en provenance de l'UE/AELE restait

fortement en lien avec le marché de l'emploi. En revanche, l'augmentation de son taux de chômage – 7,3 % contre 6,4 % pour la précédente – indique que les immigrants récents répondent plus faiblement à la demande de main-d'œuvre.

Le fait, pour la seconde cohorte d'immigrants, que le salaire horaire soit inférieur d'environ 2 francs par rapport à la première est une indication qui va dans le même sens. Avec un salaire horaire moyen de 42,6 francs, le groupe des personnes immigrées entre 2006 et 2010 gagnait en moyenne 5 % de plus que la population résidant en Suisse depuis plus de cinq ans. À l'opposé, le salaire horaire des personnes actives ayant immigré entre 2011 et 2015 était inférieur de 4 % au salaire moyen de la population déjà résidente. Cela signifie que l'immigration récente concerne davantage des secteurs à niveau de salaire plus faible.

Un taux plus élevé d'activité et de chômage

Le taux d'activité de la cohorte d'immigrants 2006–2010 dépassait de trois points celui des résidents; l'écart monte à quatre points pour la seconde cohorte. On voit que dans les deux cas, les migrations provenant de l'UE/AELE sont fortement liées au marché du travail.

¹ Voir l'article d'Ursina Jud Huwiler et de Thomas Ragni, p. 15.

Composition et succès sur le marché du travail des deux cohortes d'immigrants originaires de l'UE/AELE, 2010 et 2015

	Immigrants 2006–2010	Immigrants 2011–2015	Différence
Région d'origine			
Europe occidentale et septentrionale	71 %	50 %	-21 %
Europe méridionale	24 %	41 %	+17 %
Europe orientale	5 %	9 %	+4 %
Niveau de formation			
Tertiaire	52 %	54 %	+2 %
Secondaire II	33 %	29 %	-5 %
Secondaire I	14 %	17 %	+3 %
Indicateurs du succès sur le marché du travail			
Taux d'activité (15 à 64 ans)	86 %	88 %	+2 %
Taux de chômage selon l'OIT	6,4 %	7,3 %	+0,9 %
Salaire horaire moyen	42,6 francs	40,5 francs	-2,1 francs

CALCULS PROPRES SUR LA BASE DE L'OFST, DES ESPR, 2010 ET 2015 / LA VIE ÉCONOMIQUE

Pour les deux cohortes, cependant, les taux de chômage selon la définition de l'Organisation internationale du travail (OIT) étaient nettement plus élevés que celui de la population active installée depuis plus longtemps. Alors que ce taux était de 6,4 % pour la première cohorte et de 7,3 % pour la seconde, il n'est que de 3,9 % pour la population active résidente. Plusieurs facteurs y contribuent. Ainsi, certaines personnes arrivent en Suisse au titre du regroupement familial (époux ou épouse, par exemple) et ne trouvent peut-être d'emploi qu'après une période de chômage. Une autre explication réside dans le phénomène du « premier entré, premier sorti », qui veut que les immigrants de fraîche date soient plus facilement victimes de licenciement à cause de leur appartenance rela-

tivement courte à l'entreprise. Il arrive, en outre, que bon nombre d'immigrants commencent à travailler en Suisse en passant par des placeurs privés ou en occupant des emplois limités dans le temps dans des branches saisonnières (deux exemples parmi d'autres). Or ces personnes sont exposées à un important risque de chômage. Il est aussi concevable que les immigrants aient généralement plus de peine à retrouver du travail après avoir perdu leur emploi. Leur réseau professionnel et personnel suisse est, en effet, moins développé que celui des personnes actives installées depuis plus longtemps qu'eux. La légère augmentation du taux de chômage au sein de la cohorte récente indique que celle-ci tend à répondre plus faiblement à la demande de main-d'œuvre.

Légère diminution de l'immigration

En Suisse, l'exercice 2015 a commencé immédiatement par une nouvelle et forte appréciation du franc suisse. La croissance économique a ralenti et le solde migratoire a réagi avec un certain retard. En 2015, le solde des ressortissants de l'UE/AELE a chuté de 5 % (3000 personnes de moins que l'année précédente). Cet affaiblissement s'est légèrement renforcé au début de 2016. Les cinq premiers mois de l'année, le solde migratoire des ressortissants de l'UE/AELE établis de façon permanente en Suisse (4600 personnes) a été en effet inférieur de 23 % à celui de la même période en 2015.

Ce recul est salutaire pour le marché du travail. Il répond à l'affaiblissement de la demande de main-d'œuvre, qui s'était traduit par une augmentation du taux de chômage à partir du début de 2015. Étant donné la morosité des perspectives conjoncturelles pour 2016, l'évolution prochaine de l'immigration revêt une grande importance sur le plan de l'emploi. À la lumière des modifications qui ont affecté sa composition ces dix dernières années, il conviendra de la suivre avec une attention toute particulière².

² Le présent article se fonde largement sur le 12^e rapport de l'Observatoire sur la libre circulation des personnes entre la Suisse l'UE publié par le SECO, le SEM, l'OFST et l'OFAS (2016). Le rapport complet se trouve sur Seco.admin.ch

Sarah Bouchiba-Schaer

Collaboratrice scientifique, secteur Libre circulation des personnes et relations du travail, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne

Bernhard Weber

Chef suppléant du secteur Analyse du marché du travail et politique sociale, Secrétariat d'État à l'économie (Seco), Berne